

WEBBER, J. Michael et David L. RIGBY. *The Golden Age Illusion : Rethinking Postward Capitalism*. New York, Londres, The Guilford Press, 1996, 501 p.

André Joyal

Volume 29, numéro 4, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703968ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703968ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1998). Compte rendu de [WEBBER, J. Michael et David L. RIGBY. *The Golden Age Illusion : Rethinking Postward Capitalism*. New York, Londres, The Guilford Press, 1996, 501 p.] *Études internationales*, 29(4), 995–998.  
<https://doi.org/10.7202/703968ar>

tion risque d'être au désavantage des pays du Sud. En effet, une institution peut les pénaliser si les contraintes imposées par une autre d'entre elles ne sont pas respectées. C'est d'autant plus un risque que le nombre de voix au sein de chacune d'elle est souvent fonction du 'poids' économique. Ainsi les pays industrialisés peuvent par ce biais exercer une pression importante sur les pays du Sud.

En définitive, l'accord de l'Uruguay Round et la naissance de l'OMC sont certainement bénéfiques pour les pays du Sud, mais les risques de dérapage sont aussi importants. Selon T.N. Srinivasan, la meilleure manière d'obtenir des gains est l'ouverture économique que ce soit en rendant les marchés plus transparents et en créant un climat sain pour les investissements. Pour y arriver, les premières étapes consistent à libéraliser les échanges, rendre les monnaies convertibles et abolir les restrictions aux investissements. Puis viendront les réformes des secteurs industriels, financiers et des transports. Même si ces dernières étapes sont plus difficiles que les premières, elles sont essentielles pour obtenir des gains importants aux échanges et aux investissements.

Ce livre est très utile pour tous ceux qui veulent comprendre les implications des différents accords multilatéraux pour les pays en voie de développement, particulièrement celui de l'Uruguay Round. Il constitue aussi un bon survol de la littérature évaluant les gains et coûts de ces accords. Le message principal que nous retirons de ce livre est que les pays en voie de développement n'ont guère d'autre choix que de s'ouvrir au

reste du monde et de réformer leurs économies. On a le sentiment que même si les gains de la libéralisation des échanges sont relativement faibles pour ces pays, ils dépendent plus des réformes internes pour attirer les investissements et améliorer le fonctionnement de leurs marchés que de l'abaissement des barrières aux échanges. Ainsi l'accord de l'Uruguay Round constitue avant tout une opportunité à saisir pour qu'enfin les réformes internes n'aboutissent pas qu'à redistribuer des maigres gains entre quelques privilégiés mais fassent que ces pays puissent engendrer une croissance soutenue qui profite à tous. N'est-ce qu'un vœu pieu? Peut-être mais quelles sont les autres solutions?

Nicolas SCHMITT

*Simon Fraser University,  
Burnaby, Colombie-Britannique, Canada*

### **The Golden Age Illusion : Rethinking Postward Capitalism.**

WEBBER, J. Michael et David L. RIGBY.  
*New York, Londres, The Guilford Press,  
1996, 501 p.*

Qu'on se le dise, l'effondrement du communisme n'a pas fait disparaître pour autant l'intérêt envers la théorie marxiste ou ce que l'on désigne en anglais par l'expression *marxian economy*. La grille d'analyse forgée par Karl Marx trouve toujours son utilité. On sait qu'elle a été développée abondamment à travers le 20<sup>e</sup> siècle soit par les disciples de l'auteur de *Das Kapital* ou par des spécialistes des sciences sociales œuvrant en dehors du courant dominant de la pensée économique néoclassique. Aux États-Unis, on se rapporte ici à la contribution de l'école des économistes radicaux qui ne manque pas d'arguments pour ap-

porter un bémol aux évaluations triomphalistes des plus convaincus partisans du néolibéralisme. En France, l'école de la régulation, depuis environ vingt-cinq ans, se distingue à la fois par ses méthodes d'analyse et par les conclusions qu'elles permettent.

Dans le cas présent, ce sont deux géographes qui retiennent l'attention par cet imposant ouvrage. Le premier, M. J. Webber, est professeur de géographie à l'Université de Melbourne en Australie. Il est aussi membre de la Fondation Victoria qui regroupe des chercheurs préoccupés par la recherche de la justice et l'équité sociale. L'autre auteur, D. L. Rigby, est professeur associé à l'Université de la Californie à Los Angeles où il s'intéresse à la théorie de la croissance, du développement inégal et des changements technologiques. C'est toutefois en Ontario, au début des années 80, que l'ouvrage trouve son origine, et plus précisément à l'Université McMaster d'Hamilton. À cette époque, M. J. Webber, en collaboration avec un petit groupe de chercheurs, a commencé à travailler sur les approches analytiques et empiriques propres à l'économie politique dans le sens américain du terme (une astuce pour éviter la référence à l'expression économie marxiste). Il s'agissait surtout à l'époque de chercher à insérer la géographie dans l'analyse marxienne de la dynamique économique.

L'ouvrage cherche à dégager une meilleure compréhension de l'évolution de l'économie à l'échelle mondiale depuis la fin des années 40. À partir des méthodes propres à l'économie et à la géographie de type marxien, les auteurs ambitionnent de répondre à une question, toujours à

leurs yeux, de grande actualité : comment l'économie mondiale a pu prendre la configuration géographique qu'on lui connaît en cette fin de siècle ? Pour y répondre, ils font abondamment usage d'outils théoriques et méthodologiques qui déroutent le lecteur non initié et surtout pressé. Les longs développements formalisés ne font pas appel à des connaissances approfondies en mathématiques, mais pour vraiment tirer profit de leurs développements, ils exigent une lecture plus qu'attentive. C'est le genre de démonstrations que s'impose tout étudiant en économie aspirant au titre de docteur. Si bien souvent il s'agit là pour ces derniers d'une nécessité, c'est souvent aussi la seule époque où le temps le leur permet. C'est sûrement la raison pour laquelle il est bien précisé que le volume se destine aux étudiants post-gradués et à leurs professeurs pour les cours à l'intérieur de la géographie, de l'économie, de la science politique et de la sociologie.

L'ouvrage comprend dix chapitres ayant pour la plupart moult tableaux, graphiques, et démonstrations formalisées. Le chapitre 2 intitulé *The Partly Golden Age*, comme on le devine, cherche à montrer que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ainsi, depuis 1974, à part au pays de l'Oncle Sam, les taux de croissance des pays industrialisés sont à la baisse. Les auteurs se rapportent parfois aux pays de l'OCDE dans leur ensemble et parfois aux États-Unis, au Japon au Canada et à l'Australie plus spécifiquement. Pour ces quatre derniers pays les taux de sous-emploi sont significativement plus élevés depuis la fameuse année où tout a basculé soit celle du pre-

mier choc pétrolier. La très forte reprise de l'emploi au sud du 45<sup>e</sup> parallèle depuis huit ans ne semble pas influencer ce constat. On reconnaît cependant l'existence de différences significatives dans les taux de chômage entre les pays industrialisés. Tout le monde s'en doutait. Enfin, pour conclure ce chapitre sur une note plus favorable, on mentionne que, dans les pays en développement, la disponibilité de produits alimentaires dans les années 80 excède celle de la décennie précédente.

Le chapitre 4, *The Labor Theory of Value and Expected Prices*, devrait fortement intéresser ceux qui, comme nous, considèrent que les Jevon, Menger et autres Walras, à la fin du siècle dernier, n'ont pas vraiment résolu de façon définitive et concluante l'épineux problème de la valeur. On y trouve un rappel des principaux arguments par des références à des contributions de néo-ricardiens. Le fameux concept du travail socialement nécessaire est traité à partir de travaux d'auteurs contemporains tels Miroshima et Catephores. Il en est de même pour ce qui, aux yeux de plusieurs, constituent la véritable pierre d'achoppement de la théorie, soit les différents types de travail (qualifié et non qualifié). Laborieusement, les auteurs en arrivent à déduire la relation entre valeurs, prix et taux de profit.

Comme il fallait s'y attendre, le sempiternel débat sur la baisse de taux de profit fait l'objet de l'important chapitre 5: *Accumulation, Technical Change, and the Falling Rate of Profit*. Assiste-t-on à une baisse tendancielle des profits comme le prophétisait Marx avec parfois des détours intellectuels laborieux? On le sait, tout

dépend des hypothèses à la base du modèle utilisé et, bien sûr, de la fiabilité des chiffres utilisés pour les fins de la démonstration. Comme on pouvait le prévoir, c'est à l'intérieur de ce chapitre que l'on présente la théorie marxiste des crises (devant conduire au grand soir précédant l'avènement d'un autre mode de production). Entre autres choses, les auteurs montrent que les changements technologiques qui favorisent l'accroissement des taux de profit favorisent également la croissance de la demande. Mais celle-ci, on l'aurait deviné, ne peut persister car elle est limitée par l'offre.

Comme les auteurs ne se contentent pas de théoriser, ils recourent à l'observation des faits pour mettre à l'épreuve leurs outils d'analyse. Ainsi le chapitre 8, *Profits in Australia, Canada, Japan and USA*, offre une occasion d'étudier concrètement les déterminants du taux de profit. Aux États-Unis comme au Canada, c'est sans surprise que l'on nous informe que dans le secteur manufacturier, les taux de profit présentent beaucoup de variations sectorielles et spatiales. Ceci étant admis, les auteurs soulignent que pour chacun des quatre pays les taux de profit sont à la baisse dans le secteur manufacturier depuis le début des années 80. Ici, ils en profitent pour faire un croc-en-jambe à deux auteurs de leur famille de pensée, le duo M. Piore et C. Sabel, qui croient que la baisse des taux de profit serait la conséquence de la récession des années 80 plutôt que sa cause.

L'ouvrage ne serait pas complet sans un chapitre sur les pays nouvellement industrialisés. Le dernier chapitre intitulé *The Growth of*

the NICS, nous conduit au Brésil, en Corée du Sud et à Formose. Cette fois les démonstrations savantes laissent place à des considérations se rapportant aux stratégies économiques mises de l'avant ici et là. Pour ces trois pays, la croissance aurait peu à voir avec la faiblesse des coûts du travail, comme on le prétend généralement.

Indéniablement, il s'agit là d'un ouvrage important. Le lecteur ne devrait pas se laisser rebuter par l'aridité de nombreux passages. Les auteurs ont été rigoureux, ils n'attendent pas moins de rigueur de leurs lecteurs. Ceux-ci pourront prêter attention à certaines parties de chapitre suivant leurs intérêts. De même les nombreuses données chiffrées, accompagnées de leurs sources, serviront à ceux qui sont toujours à l'affût d'informations pertinentes sur l'évolution de l'économie mondiale.

André JOYAL

Département d'économie  
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada

## DROIT INTERNATIONAL

### La soumission des États aux tribunaux internes.

COSNARD, Michel. Paris, Pédone, 1996, 405 p.

Les thèses de doctorat constituent parfois un apport majeur de leur auteur à la connaissance : tel est le cas et l'on ne peut qu'admirer l'effort d'un jeune juriste qui, d'entrée de jeu, participe à ce que sa préfacière, Brigitte Stern, n'hésite pas à appeler « une autorité doctrinale tranquille ».

La recherche est très étendue, dans un domaine polymorphe où dominent les législations ou pratiques

internes – et surtout la jurisprudence : 1003 arrêts sont cités, rappelle Brigitte Stern, rendus dans 45 pays à travers tous les continents.

L'ouvrage est tellement riche qu'il fera certainement l'objet de lectures bien différentes. Ce n'est en rien un exposé systématique de la théorie des immunités de l'État à la façon d'un Traité qui tendrait à figer une institution dont on sait qu'elle a considérablement évolué ; c'est une véritable thèse, une démonstration aussi rigoureuse que possible, que le lecteur ne peut suivre que de chapitre en chapitre – dilettante s'abstenir (ou se mettre en congé).

La toute première contribution de M. Cosnard au droit international est d'en montrer le fonctionnement, la genèse. On voudrait avoir le temps de le suivre dans l'évolution de règles ambiguës qui se transforment aussi bien en raison des changements politiques qui se produisent dans le monde, la révolution bolchevique par exemple, qu'en fonction des choix effectués, souvent *in concreto*, par le législateur ou par le juge. L'auteur évoque un court instant la jurisprudence selon l'article 38 du statut de la Cour Internationale de Justice et donc en tant que « moyen auxiliaire de détermination des règles de droit » mais sa modestie n'est pas la plus forte, toute sa démonstration éclaire le rôle primordial du juge dans l'élaboration du droit international public – ce qui n'est un paradoxe qu'en apparence.

Le livre de M. Cosnard est de ceux qu'on ne peut lire que du début jusqu'à la fin – ou alors ce n'est pas la peine de s'y frotter. Sa démonstration se développe, en effet, logiquement sans aucun souci d'informer tel ou tel